



78^e session de l'Assemblée générale

6^e commission

Point 85 de l'ordre du jour

L'état de droit aux niveaux national et international **The rule of law at the national and international levels**

New York, les 16 et 17 octobre 2023

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente, / Monsieur le Président,

La Suisse remercie le Secrétaire général pour son rapport sur le renforcement et la coordination de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit.

Comme le souligne ce document, l'état de droit reste menacé sur presque tous les fronts. Les conflits et les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, de même que la violence sexuelle dans les conflits armés et l'impunité pour ces crimes, sont devenus monnaie courante. L'année dernière a également été marquée par une nouvelle érosion de l'indépendance des institutions judiciaires et par une mise en péril croissante des institutions démocratiques et des droits des femmes. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans un pays où l'état de droit est en déclin. Un constat alarmant.

Pour la Suisse, les trois éléments suivants sont essentiels pour contrer cette évolution inquiétante.

Premièrement, un élément clé du changement est la réalisation de la nouvelle vision de l'état de droit du Secrétaire général. Celui-ci y réaffirme le lien le plus étroit entre les droits de l'homme et l'état de droit, l'état de droit étant essentiel à la promotion et à la protection effectives des droits de l'homme, tout comme les droits de l'homme sont eux-mêmes au cœur de l'état de droit et constituent le fondement de tout système d'état de droit qui fonctionne. En effet, comme le précise le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, le respect de l'état de droit est le fondement de sociétés justes, équitables et pacifiques. La Suisse salue l'engagement du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à traduire en actes cette vision fondamentale du Secrétaire général.

Deuxièmement, comme l'a souligné le Haut Commissaire, il est particulièrement important que l'état de droit ne laisse pas sans réponse les questions nouvelles et émergentes. Ses règles doivent régir la sphère numérique comme le monde physique. Le droit international des droits de l'homme doit

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. : +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

s'appliquer aux nouvelles technologies et les garanties d'une utilisation responsable des technologies numériques et de l'intelligence artificielle doivent être respectées. En outre, l'état de droit a un rôle essentiel à jouer dans nos efforts pour protéger l'environnement et promouvoir la justice climatique.

Troisièmement, la Suisse souhaite souligner le lien indissociable entre l'état de droit et la reddition de comptes pour les crimes de droit international. Conformément au rapport du Secrétaire général, nous soulignons le rôle essentiel que jouent les mécanismes d'enquête, tels que le Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie (MII), le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar (IIMM) et l'Équipe d'enquêteurs chargée de concourir à amener Daech à répondre de ses crimes (UNITAD), dans la collecte de preuves et la facilitation des efforts nationaux et internationaux visant à poursuivre les responsables des crimes les plus graves en vertu du droit international.

La Suisse reste fermement engagée dans la lutte contre l'impunité. Notre soutien à la Cour pénale internationale, en tant que première juridiction pénale internationale permanente, reste inébranlable et nous saluons sa contribution essentielle à la lutte contre l'impunité et, partant, au maintien de l'état de droit. Nous soutenons également d'autres mécanismes judiciaires internationaux qui jouent un rôle crucial dans la défense de l'état de droit et la garantie de la justice pour les victimes de crimes graves. Les progrès récents mis en évidence dans le rapport du Secrétaire général, notamment les efforts de la Cour pénale internationale et d'autres mécanismes judiciaires, témoignent de l'engagement continu de la communauté internationale à cet égard.

La situation actuelle en Ukraine ou au Moyen-Orient nous rappelle de manière poignante qu'il est urgent de faire respecter l'état de droit, en particulier pendant les conflits armés. Nous demandons que les responsables des violations commises rendent des comptes et réaffirmons notre soutien indéfectible aux initiatives visant à renforcer la lutte contre l'impunité au niveau mondial.

Je vous remercie.

Traduction non officielle

Mister/Madam Chair,

Switzerland expresses its gratitude to the Secretary-General for his report on strengthening and coordinating United Nations rule of law activities.

As was emphasized in the report, challenges to the rule of law remain on almost every front. Conflicts and violations of international humanitarian law and international human rights law, including conflict-related sexual violence, and impunity for such crimes, are widespread. The last year has also seen a further erosion of the independence of judicial institutions and growing threats to democratic institutions and to women's rights. Today, alarmingly more than half of the world's population lives in a country where the rule of law is declining.

For Switzerland, the following three elements are crucial when countering this worrying development:

Firstly, the implementation of the Secretary-General's new Rule of Law Vision is a key element for change. It reaffirms the closest link of human rights and the rule of law, as the rule of law is central to

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. : +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

the effective promotion and protection of human rights, just as human rights are themselves at the heart of the rule of law and the foundation of any functioning rule of law system. Indeed, as highlighted in the Secretary General's New Agenda for Peace, respect of the rule of law serves as the foundation for fair, just and peaceful societies. Switzerland welcomes the UN High Commissioner for Human Rights' commitment to translating this fundamental vision of the Secretary-General into action.

Secondly, as the High Commissioner has emphasized, it is of particular importance that the rule of law addresses new and emerging issues. It must govern in the digital sphere as it does in the physical world. International human rights law must apply to new technologies and safeguards for the responsible use of digital technologies and artificial intelligence must be respected. Additionally, the rule of law has a vital role to play in our efforts to protect the environment and promote climate justice.

Thirdly, Switzerland would like to underscore the inextricable link between the rule of law and accountability for international crimes. In accordance with the Secretary-General's report, we underscore the pivotal role of investigative mechanisms, such as the International, Impartial and Independent Mechanism for Syria (IIIM), the Independent Investigative Mechanism for Myanmar (IIMM) and the Investigative Team to Promote Accountability for Crimes Committed by Da'esh/ISIL (UNITAD) in gathering evidence and facilitating national and international efforts to prosecute those responsible for the most serious crimes under international law.

Switzerland remains steadfast in its commitment to combat impunity. Our support to the International Criminal Court as the first permanent international criminal court remains unwavering, and we commend its essential contribution in the fight against impunity, and, thus, to upholding the rule of law. We further support other international judicial mechanisms which play a crucial role in upholding the rule of law and ensuring justice for victims of serious crimes. The recent advancements highlighted in the Secretary-Generals report, including the efforts of the International Criminal Court and other judicial mechanisms, serve as a testament to the international community's ongoing commitment in this regard.

The current situation in Ukraine or in the Middle East serves as a poignant reminder of the urgent need to uphold the rule of law, especially during armed conflict. We call for the accountability of those responsible for violations committed and reiterate our unwavering support for initiatives that aim to strengthen the fight against impunity globally.

I thank you.